

Semaine 7 (année 2020)



Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

- ❖ **La Commission européenne annonce la suspension partielle du régime commercial préférentiel « Tout sauf les armes » accordé au Cambodge**
- ❖ **La croissance malaisienne diminue à 4,3 % en 2019**
- ❖ **Le Parlement européen approuve l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam**

REGION

- **Le Vietnam, Singapour, la Malaisie et la Thaïlande seraient parmi les six pays les plus touchés par la réduction de la production chinoise due à l'épidémie de coronavirus** avec Hong Kong et Taïwan, selon un rapport de la banque *Natixis*. Cette dernière estime que la fermeture de 20 % de la capacité de production de la Chine aurait un impact sur la croissance du Vietnam à hauteur de 0,7-0,8 point de pourcentage, et sur celles de Singapour, de la Malaisie et de la Thaïlande à hauteur de 0,3 pp. Le rapport précise que les secteurs les plus affectés seraient ceux de l'électronique, de l'automobile, des machines et du textile, qui dépendent fortement des intrants chinois.
- **L'atteinte des Objectifs de développement durables (ODD) des Nations unies en Indonésie, aux Philippines, en Thaïlande, au Vietnam et en Malaisie représente plus de 500 Mds USD d'opportunité d'investissements privés dans les infrastructures d'ici 2030**, selon la banque *Standard Chartered*. Cette dernière se focalise sur les ODD concernant l'accès à l'eau, à l'énergie, au transport et au numérique. Le pays de l'ASEAN présentant le plus d'opportunités est l'Indonésie (281 Mds USD, dont 148 Mds USD dans le secteur de l'énergie), suivi des Philippines (118 Mds USD, dont 61 Mds USD dans les infrastructures d'accès à l'électricité), de la Thaïlande (à 58 Mds USD, dont 41 Mds USD dans les infrastructures de transport), du Vietnam (46 Mds USD, dont 24 Mds USD dans l'accès au numérique) et de la Malaisie (35 Mds USD, dont 26 Mds USD dans les transports).

INDONESIE

- **L'Indonésie a enregistré un déficit courant de 30 Mds USD en 2019, soit 2,7 % du PIB (après 2,9 % du PIB en 2018)**. Il reflète principalement le déficit de la balance des services (à -8 Mds USD) et de celle des revenus primaires (incluant notamment intérêts et dividendes, à -34 Mds USD), tandis que la balance commerciale pour les biens est excédentaire (à +4 Mds USD). Le déficit courant est plus que compensé par l'excédent du compte financier (36 Mds USD), qui progresse grâce à une forte hausse des entrées nettes de capitaux des non-résident, à 20 Mds USD pour les investissements directs (+60 % en g.a.) et 22 Mds USD pour les investissements de portefeuille (+131 %).

- **L'Indonésie a ratifié un accord de partenariat économique global avec l'Australie (IA CEPA).** Grâce à cet accord, dont la négociation avait débuté en 2010, l'Indonésie a obtenu un démantèlement total des lignes tarifaires australiennes, un programme de coopération économique mettant l'accent sur la formation et une augmentation des visas vacances-travail. Les concessions consenties à l'Australie portent essentiellement sur le secteur agricole et sur l'investissement. Pour mémoire, l'Indonésie enregistre un déficit commercial de 3,1 Mds USD avec l'Australie, qui est son 14^e client.
- **Le gouvernement a soumis au parlement les « lois omnibus » sur la création d'emploi et sur la fiscalité.** Annoncées par le Président en août dernier, ces réformes visent à améliorer l'environnement des affaires pour attirer des investisseurs. Elles devraient permettre de simplifier les procédures administratives, harmoniser les réglementations nationales et locales, faciliter l'acquisition des terrains et introduire de nouvelles incitations fiscales. Le gouvernement espère que ces textes seront votés en 100 jours.

MALAISIE

- **La croissance malaisienne s'établit à 4,3 % en 2019 (après 4,7 % en 2018), son niveau le plus bas depuis 10 ans.** Ce chiffre s'inscrit en-deçà de la prévision du gouvernement (4,7 %) de même que de celle du FMI (4,5 %). Au quatrième trimestre 2019, la croissance a été de 3,6 % en glissement annuel à prix constants (après 4,4 % au T3). Le recul de la croissance s'explique principalement par la baisse des exportations (-3,1 % au T4, après -1,1 % au T3) dans le contexte de tensions commerciales sino-américaines. A la suite de la publication des données, la banque centrale a souligné que l'épidémie de coronavirus faisait peser un risque supplémentaire sur la croissance en 2020, en particulier au premier trimestre.

SINGAPOUR

- **Le secteur du commerce de détail s'est contracté de 2,8 % en 2019 (après -0,8 % en 2018).** Cette dynamique s'explique principalement par la baisse des ventes de véhicules (-11,0 %) et de meubles et d'équipements ménagers (-8,7 %). En 2020, le commerce de détail fait déjà partie des secteurs les plus affectés par l'épidémie de coronavirus, en raison de sa forte dépendance au tourisme, qui pourrait chuter de 30 % en 2020 selon le *Singapore Tourism Board*. Dans ce contexte, la banque *OCBC* prévoit une contraction de 1 % du secteur sur l'année.
- **Le salon aéronautique *Singapore Air Show 2020* se tient du 11 au 16 février, et accueille près d'une trentaine d'entreprises françaises.** En marge du salon, le constructeur franco-italien *ATR* a déjà annoncé la commande de trois appareils *ATR42-600* par la compagnie aérienne papoue *PNG Air*. Pour sa part, *Airbus* a notamment reçu une commande de six hélicoptères de la *Royal Thai Air Force*, et signé un MoU avec l'Autorité de l'aviation civile singapourienne (CAAS) pour le développement de la mobilité aérienne en milieu urbain (avec notamment un système de drones). Le groupe français *Satys* a quant à lui annoncé son implantation à Singapour, avec la future installation de deux hangars de peinture pour jets d'affaires au sein du « *Service Center* » du canadien *Bombardier*.

THAÏLANDE

- **Le gouvernement a approuvé des mesures visant à favoriser l'investissement dans les zones économiques spéciales (ZES) et dans l'*Eastern Economic Corridor* (EEC).** L'abaissement de l'impôt sur les sociétés de 20 % à 10 % pour les sociétés investissant dans les ZES sera remis en place pour dix ans (cet avantage avait expiré fin 2017). Une déduction d'impôt pour les entreprises investissant dans le développement du capital humain pour l'industrie 4.0 dans l'EEC est également prévue. Enfin, une exemption de TVA sera mise en place pour les entreprises investissant dans cette zone. Les entreprises souhaitant bénéficier de ces avantages doivent se signaler auprès du ministère des finances avant la fin de l'année.
- **La Thaïlande risque de perdre sa place de deuxième plus gros exportateur mondial de riz au profit du Vietnam,** selon l'Association thaïlandaise des exportateurs de riz. Cette situation s'explique par un manque de compétitivité, lié à des coûts de production élevés et à un baht fort, mais aussi par un manque d'adaptation des variétés cultivées au changement de la demande. En 2019, la Thaïlande a exporté 7,6 millions de tonnes de riz, derrière l'Inde (10,6 Mt) et devant le Vietnam (6,9 Mt). La cible d'exportation du

ministère du commerce pour 2020 a été fixée à 7,5 millions de tonnes, la plus faible depuis 7 ans, soit l'équivalent de 4,2 Mds USD. Les premiers clients pour le riz thaïlandais sont le Bénin, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et la Chine.

VIETNAM

- **Le Parlement européen a approuvé l'accord de libre-échange et l'accord sur la protection des investissements entre l'Union européenne (UE) et le Vietnam.** L'accord de libre-échange supprimera pratiquement tous les tarifs douaniers entre les deux parties. En particulier, environ 65 % des droits sur les exportations de l'UE à destination du Vietnam seront supprimés dès l'entrée en vigueur de l'accord (après sa ratification par le Vietnam), tandis que les droits restants seront progressivement réduits sur une période de dix ans. Selon une étude du ministère vietnamien du plan et de l'investissement (MPI), ces accords devraient aider le PIB vietnamien à progresser de 4,6 % et les exportations vers l'UE de 42,7 % d'ici 2025. De son côté, la Commission européenne prévoit que le PIB de l'UE devrait augmenter de 29,5 Mds USD et les exportations vers le Vietnam de 29,0 % d'ici 2035. L'accord sur la protection des investissements devra être ratifié par l'ensemble des Parlements des Etats-membres avant d'entrer en vigueur.
- **L'Autorité d'aviation civile du Vietnam (CAAV) estime à 435 M USD les pertes dues au coronavirus pour les compagnies aériennes vietnamiennes depuis début février,** en raison de l'arrêt des vols avec la Chine. En 2019, le marché chinois comptait pour un quart des vols à l'international des compagnies vietnamiennes, avec 276 vols par semaine et 4,6 millions de passagers transportés durant l'année (en addition des 240 vols par semaine et 3 millions de passagers transportés par des compagnies chinoises).

PHILIPPINES

- **En 2019, le déficit commercial philippin s'est réduit de 14,9 % par rapport à 2018, à 37 Mds USD.** Sur l'année écoulée, les exportations ont augmenté de 1,5 %, à 70 Mds USD, tandis que les importations ont diminué de 4,2 %, à 107 Mds USD. En particulier, les exportations de produits électroniques ont enregistré une hausse de 4,4 % et ont représenté 57 % des exportations totales. En décembre 2019, les exportations de biens ont cru au rythme le plus élevé depuis 2 ans (+21,4 % en g.a.), tandis que les importations ont affiché un taux de croissance négatif pour le 9^{ème} mois consécutifs (-7,6 %). La forte croissance des exportations en cette fin d'année 2019 est principalement attribuable à un effet de base.
- **L'agence de notation Fitch a révisé à la hausse la perspective attribuée à la notation souveraine des Philippines (BBB), de « stable » à « positive ».** L'agence a déclaré que le cadre de politique macroéconomique du pays est favorable à des taux de croissance élevés, une inflation modérée, une dette publique maîtrisée et une résilience face aux chocs externes. L'institution prévoit une croissance à 6,4 % en 2020 et à 6,5 % en 2021. Pour rappel, en avril 2019, S&P avait relevé d'un cran sa notation des Philippines (à BBB+), notamment en raison de la mise en place de politiques dynamiques soutenant les investissements.
- **La loi Philippine Innovation Act, visant à encourager la recherche et l'innovation, est entrée en vigueur le 7 février 2020.** Elle prévoit la création d'un fonds pour l'innovation, alimenté à hauteur d'1 Md PHP (20 M USD) par le budget national, qui permettra de financer des projets d'entreprises innovantes. Actuellement, les dépenses gouvernementales en R&D représentent 0,39 % du PIB philippin. Les autorités ont annoncé vouloir s'aligner sur les chiffres de leurs voisins régionaux, dépensant près d'1 % de leur PIB en R&D.

CAMBODGE

- **La Commission européenne a annoncé la suspension partielle des préférences tarifaires accordées au Cambodge dans le cadre de l'accord « Tout sauf les armes »,** en raison de « violations graves et systématiques » des droits de l'homme dans le pays. La suspension de cette préférence concerne 20 % des exportations de vêtements vers l'UE, 30 % des exportations de chaussures, ainsi que les exportations d'articles de voyage (dont le 1^{er} acheteur n'est pas l'UE, mais les Etats-Unis) et de sucre (dont les ventes vers l'UE sont aujourd'hui très faibles). Les lignes tarifaires visées représentent au total environ un cinquième (1,1 Md USD) des exportations du Cambodge vers l'UE, qui est le premier partenaire commercial du Royaume

(45 % des exportations en 2018, soit 5,8 Mds USD). Cette mesure entrera en vigueur dans 6 mois, soit le 12 août 2020, après validation par le Conseil et le Parlement européens.

- **Entre 2006 et fin 2019, les investissements dans le secteur énergétique ont atteint 6,1 Mds USD, dont 4,6 Mds USD d'investissements privés et 1,5 Md USD d'investissements publics.** Le taux de couverture en électricité atteint désormais 92,7 % pour les villages et 74,8 % pour les foyers. Afin de répondre à la demande croissante de l'électricité, le conseil des ministres a adopté deux projets de nouvelles centrales à charbon et un projet de développement de lignes de transmission électrique d'une valeur totale d'1,7 Md USD.

LAOS

- **L'Agence française de développement (AFD) a accordé au Laos une subvention de 3,4 M EUR (soit 33 Mds LAK) pour un projet de préservation et de mise en valeur du patrimoine** dans les provinces de Champassak et Savannakhet, via l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEO). Ce projet, qui durera 5 ans, sera prolongé par un don ultérieur de 2,6 M EUR de l'AFD.
- **Le Laos a enregistré un déficit commercial de 137 M USD en 2019, les exportations ayant atteint 5,6 Mds USD et les importations 5,7 Mds USD**, selon le ministère du commerce et de l'industrie. L'électricité continue d'être le principal produit d'exportation du Laos, à plus d'1 Md USD, principalement à destination de la Thaïlande, du Cambodge et du Vietnam. En 2020, le gouvernement s'est fixé pour objectif une valeur totale des échanges de 13 Mds USD (6,4 Mds USD d'exportations, 6,6 Mds USD d'importations).
- **Fin 2018, les 12 zones économiques spéciales opérationnelles au Laos avaient attiré un stock d'investissements de 5,7 Mds USD** (dont 4,3 Mds investis par les développeurs des zones, 1,4 Md USD par les entreprises implantées et 52 M USD par le gouvernement), selon un rapport des autorités laotiennes. 806 entreprises ont investi dans ces zones, dont 26 % dans le secteur industriel, 25 % dans le commerce et 48 % dans le secteur des services. Ces zones ont créé au total 55 771 emplois, dont seulement 12 596 pour des salariés laotiens.